



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Isabelle GIANIEL, Marie-Christine PANOS, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe.

IV- Suppressions de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

a / Par délibération n°14910 du 27 septembre 2017, le poste de Conseiller en Prévention des Risques Professionnels qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2002-076) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial.

- Nature des fonctions : Assister et conseiller l'autorité territoriale et les services dans la mise en place et le suivi d'une politique de gestion des risques professionnels et de sécurité intégrée.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+ 4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la prévention des risques professionnels.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les missions de Conseiller en prévention des risques professionnels au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°12345 du 19 juin 2014, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de responsable des relations presse (n° de poste : 2004-045) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : assurer la coordination des relations avec la presse et organiser les opérations de communication.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle dans le domaine de la presse et du journalisme.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la coordination des opérations de communication auprès de la presse, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°13173 du 22 juillet 2015, le poste d'attaché de presse Chargée des médias et influenceurs qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2004-050) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : Assurer et développer les relations presse 2.0 de la Ville et de la Métropole de Montpellier auprès des différents supports médias écrits, TV, radio et web au niveau local, régional, national et international.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse et maîtriser les techniques spécifiques aux RP 2.0.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération n°14351 du 14 décembre 2016, le poste de Responsable veille et analyse médias, Directrice adjointe, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-533) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : participer à la mise en œuvre de la stratégie de relations des presses politique et institutionnelle aux côtés de la Directrice et des autres membres de l'équipe et contribuer au management de l'équipe. Assurer la veille et de l'analyse média, afin de proposer en conséquence des actions correctrices.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e/ Par délibération n°14351 du 14 décembre 2016, le poste d'attaché de presse qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-536) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : Assurer et développer les relations presse de la Ville et de la Métropole de Montpellier auprès des supports médias écrits, TV, radio et web au niveau local, régional, national et international. Valoriser auprès des médias les actions des collectivités. Assurer un maximum de retombées presse positives pour les collectivités.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60245-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 création 181018.pdf
- Annexe 2 mise en conformité 181018
- Annexe 3 transformations 181018
- Annexe 4 suppression 181018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.